

NEWSLETTER 1/2011



Schweizerische Gesellschaft
für Afrikastudien
Société suisse d'études
africaines



IMPRESSUM:

Rédaction / Redaktion: Mohomodou Houssouba, Veit Artl

Mise en page / Layout: Veit Artl

Le newsletter de la SSEA est publié avec le concours de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales.

Les articles et informations publiés, tout comme les opinions qui y sont exprimées, sont sous l'entière responsabilité de leurs auteurs, et ne sauraient être considérés comme reflétant l'opinion de la SSEA.

Der Publikationsbeitrag der SAGW sei dankend erwähnt.

Die Beiträge der Autoren müssen sich nicht mit der Meinung der SGAS decken.

PHOTO COUVERTURE / TITELBILD:

Händler aus Lusaka warten in den Kafue Flats (Zambia) auf Fischer (Bild T. Haller).

TABLE DES MATIÈRES

INHALTSVERZEICHNIS

ÉDITORIAL	4	EDITORIAL	
CONFÉRENCES		KONFERENZEN	
<i>Mémoire africaine en péril</i>	5	African Memory in Danger	
The History of Health Care in Africa	10	The History of Health Care in Africa	
	12	Africa and Switzerland	
RECHERCHE		FORSCHUNG	
	16	Die Afrikaforschung in Bern	
NEWCOMER		NEWCOMER	
Olaf Zenker	22	Olaf Zenker	
DÉBAT		DEBATTE	
Migrations et développement en Suisse	24		
DIVERS		DIVERSES	
Communiqué du Conseil de la Diaspora Africaine de Suisse	30	Release of the African Diaspora Council of Switzerland	
African Diaspora Youth Network	31	African Diaspora Youth Network	
PUBLICATIONS	32	PUBLIKATIONEN	
EXPOSITIONS	35	AUSSTELLUNGEN	
CONCERTS	36	KONZERTE	

ÉDITORIAL / EDITORIAL

■ DIDIER PÉCLARD, CO-PRÉSIDENT

Prendre du recul pour mieux comprendre les enjeux contemporains des sociétés africaines. Ainsi pourrait être résumé, en quelques mots, l'objectif principal de la Société suisse d'études africaines. Le colloque international que nous organisons en septembre à Genève, en collaboration avec le laboratoire Archéologie et Peuplement de l'Afrique de l'Université de Genève (APA), le Centre national de la recherche scientifique en France (CNRS) et les Musées d'art et d'histoire de Genève (MAH), en est une parfaite illustration. Plus de vingt experts en provenance de Suisse, d'Afrique et d'Europe se pencheront sur l'épineuse question de la gestion du patrimoine historique et culturel africain, sur la façon dont il a été et est régulièrement l'objet de pillages, ainsi que sur les diverses mesures de protection qui ont été développées au niveau national et international. Il sera donc à la fois question du passé, parfois lointain, de l'Afrique ainsi que de sa protection et sa valorisation dans un contexte institutionnel contemporain parfois défaillant.

Dans une perspective similaire, la SSEA s'associe à un autre colloque qui se tiendra à l'université de Bâle, et où il sera question de l'histoire des systèmes de santé en Afrique, dont la compréhension est bien entendu indispensable si l'on veut améliorer leur fonctionnement aujourd'hui.

Depuis près de deux ans, nous avons entrepris de dresser, dans le Newsletter, un état des lieux de la recherche africaniste en Suisse. Après les universités de Bâle, Zurich et Genève, c'est à l'université de Berne qu'est consacré ce numéro. Vous aurez l'occasion de découvrir la grande richesse et la diversité des recherches qui y sont menées depuis parfois plusieurs décennies,

notamment sur des questions cruciales comme la gestion et la gouvernance de la terre et plus généralement sur l'environnement et le développement.

S'il est une question à propos de laquelle la prise de recul est aussi indispensable que rare dans le débat politique, c'est bien celle de la migration, notamment en provenance d'Afrique. C'est ce que nous offre Ibrahima Guissé dans une contribution sur l'histoire des liens entre migration et développement vue de Suisse. En écho à ce débat, vous trouverez enfin quelques informations sur le rôle et la place de la diaspora africaine en Suisse.

Le comité de la SSEA se réjouit de vous retrouver à l'une ou l'autre des occasions évoquées dans ces pages, à commencer bien sûr par l'assemblée générale qui se tiendra à Genève le vendredi 16 septembre à l'issue du colloque « Mémoire africaine en péril ».

Exceptionnellement, la participation à cette conférence est gratuite. Il est néanmoins nécessaire de s'inscrire à l'url <http://ua.unige.ch/memoireafricaine/> entre le 25 mai et le 25 août 2011. Ce site vous donnera toutes les indications pratiques nécessaires. Pour les membres de la société, il est également possible de s'inscrire pour participer au repas du jeudi soir 15 septembre en compagnie des conférenciers et des organisateurs, au prix de 50.- CHF. L'assemblée générale aura lieu à la fin de la conférence le vendredi en fin d'après-midi. Une convocation vous parviendra en juillet. Nous nous réjouissons de vous voir nombreux lors de ce prochain rendez-vous !

CONFÉRENCES / KONFERENZEN

Mémoire africaine en péril. Pillages et restitutions du patrimoine culturel et anthropologique africain

■ GENÈVE, MUSÉES D'ART ET D'HISTOIRE, 25.-16.09.2011

Le continent africain fait l'objet de pillages depuis des siècles, dont la nature, la forme et la motivation ont varié au gré des conquêtes, des colonisations, des indépendances et de la mondialisation. Actuellement, le pillage et le commerce illicite des biens culturels porte gravement atteinte à l'histoire africaine et compromet le développement des populations. L'exportation d'échantillons sanguins et la restitution de restes humains pose aussi d'importantes questions éthiques. Depuis plusieurs années, des lois sont formulées, des conventions ratifiées, des codes de déontologie proclamés et des commissions d'éthique mises en place. Des initiatives locales de protection du patrimoine voient le jour, des restitutions d'objets culturels ou biologiques s'organisent. Mais les effets positifs escomptés ne sont pas toujours au rendez-vous, ou la situation se montre plus complexe que prévue.

Cette vaste problématique a récemment fait l'objet de plusieurs conférences, en Suisse et ailleurs, axées toutefois surtout sur les biens culturels du monde occidental. Au niveau fédéral, le sujet trouve un écho croissant avec la mise en application de la loi sur le transfert des biens culturels (LTBC). Ce colloque propose de dresser un état des lieux centré sur l'Afrique, avec des questionnements ciblés sur les mesures nationales de protection du patrimoine et leurs effets, l'état d'avancement des législations suisse et internationales, les limites et perspectives des actions de l'UNESCO et de l'ICOM, les cas de restitutions et non-restitutions, ainsi que les questions éthiques en matière d'ac-

African Memory in Danger. Plundering and return of cultural and anthropological heritage in Africa

■ GENEVA, MUSÉES D'ART ET D'HISTOIRE, 25.-16.09.2011

The African continent has been subject to plundering for centuries, the nature, form and motivation of which has varied with conquests, colonization, independence and globalization. At present, plundering and the illicit trade of cultural property have seriously affected African history and compromise the development of populations. Export of blood samples and repatriation of human remains also raise important ethical questions. For several years, laws have been formulated, agreements ratified, ethics codes proclaimed and ethical commissions established. Local initiatives for cultural heritage protection appeared, the return of cultural property and biological remains was organized. Yet the positive effects have not always been seen, or the situation is shown to be more complex than expected.

This vast issue has been recently the subject of several conferences, in Switzerland and elsewhere, oriented however particularly on cultural items of the Western world. At the federal level, the subject finds a growing response with the application of the law on the transfer of cultural items (LTBC). This conference proposes to make an assessment centred on Africa, with questions focusing on national measures for the protection of cultural heritage and their effects, the state of progress made by Swiss and international legislation, the limits and perspectives of the actions of UNESCO and ICOM, cases of restitution and non-restitution, as well as ethical questions concerning acquisition, appraisal, dating, scientific exploitation and museum exhibition of anthropological and cultural heritage. In addition, less well-known topics will be addressed, such as the sociology of plundering, the ex-

quisition, d'expertise, de datation, d'exploitation scientifique et de mise en valeur muséographique du patrimoine anthropologique et culturel. Par ailleurs, des thèmes moins connus seront abordés, tels que la sociologie du pillage et de ses acteurs, l'exploitation du patrimoine culturel subaquatique, ou la gestion du patrimoine culturel en situation de conflit. Enfin, une analyse de l'impact de différentes initiatives locales offrira des perspectives à cette problématique complexe et controversée, qui fait actuellement l'objet d'un intérêt soutenu. Cette table-ronde rassemblant chercheurs, enseignants, conservateurs de musée et responsables d'institutions patrimoniales se place sous le signe de l'éthique, et abordera tant le domaine des biens culturels que celui des restes anthropologiques.



ploitation of subaquatic cultural heritage and the management of cultural heritage in conflict situations. Finally, an analysis of the impact of the different local initiatives should offer perspectives on this complex and controversial issue, which is currently of great interest. This round table uniting researchers, teachers, museum curators and managers of Africanist collections places itself on the side of ethics and will address both the areas of cultural artefacts and human remains.

Info:

Organisation: Swiss Society for African Studies in cooperation with the Laboratoire Archéologie et Peuplement de l'Afrique de l'Université de Genève (APA), the Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) and the Musées d'art et d'histoire de Genève (MAH).

Convenors : Anne Mayor, Eric Huysecom and Vincent Negri

Fee: attendance is free of charge but registration is mandatory

Registration: before 25 August 2011 via the conference website

Une des rares sculptures en terre cuite ouest-africaine découverte en contexte archéologique, à Kushe (région de Nok, Nigéria), par l'équipe de recherche germano - nigériane du professeur Peter Breunig et du Dr. Nicole Rupp, de l'Université de Francfort (photo: Nicole Rupp 2010).

Programme provisoire

JEUDI 15 SEPTEMBRE

09H00-10H00 : INSCRIPTIONS ET ACCUEIL AVEC CAFÉ

10H00-10H30 : MOTS DE BIENVENUE (SSEA, MAH, AUTRE ?)

10H30-12H00 : PANEL 1

PROBLÉMATIQUE ET RÉFLEXIONS GÉNÉRALES ISSUES AND ASSESSMENT

- Jean-Yves Marin (Musées d'Art et d'Histoire, Genève)
Problématique de l'éthique dans le domaine du patrimoine culturel et anthropologique, l'ICOM et la commission d'éthique de la ville de Genève (titre provisoire)
- Samuel Sidibé (Musée national, Bamako, Mali)
Problématique actuelle du pillage, de la gestion du patrimoine et des musées africains (titre provisoire)
- Cristana Panella (Musée royal de l'Afrique centrale, Tervueren, Belgique)
Rhétorique du matériel, corporéité et inégalité sociale. Une réflexion sur les représentations du « phénomène du pillage » de biens culturels

12H00-13H30 : BUFFET DE MIDI

13H30-16H00 : PANEL 2

PATRIMOINES EN PÉRIL CULTURAL HERITAGE IN DANGER

- Oumarou Amadou Idé (Institut de recherches en sciences humaines et Université Abdou Moumouni, Niamey, Niger)
Pillage et gestion du patrimoine culturel au Niger
- Musa Oluwaseyi Hambolu (National Commission for Museums and Monuments, Abuja, Nigeria)
Plundering of Archaeological Sites in Nigeria: Implications and Remedies
- Pierre de Maret (Université Libre de Bruxelles, Musée royal de l'Afrique centrale, Tervueren)
Pillages et destructions, sauvetages et restitutions. Leçons du passé et perspectives d'avenir en Afrique centrale
- Fernando Vuvu Manzambi (Centre d'études africaines de l'Université de Porto & Luanda, Angola)
La gestion du patrimoine en temps de conflits, l'exemple de l'Angola (à confirmer)
- Charles Bonnet (Université de Genève)
Egypte et Soudan, un patrimoine en péril
- Thijs Maarleveld (South Denmark University, ICOMOS)
African waters, treasure trove for international entrepreneurs in the anti-quoties market

16H00-16H20 : PAUSE CAFÉ

16H20-18H25 : PANEL 3

**ETHIQUE DE LA RECHERCHE ET DE LA CONSERVATION
ETHICS OF RESEARCH AND CONSERVATION**

- Boris Wastiau (Musée d'ethnographie de Genève)
Le pillage des collections nationales en Afrique centrale et leur circulation sur le marché de l'art
- Lorenz Homberger (Museum Rietberg, Zurich)
Quels musées pour l'Afrique ?
- Till Förster (Ethnologisches Seminar, Université de Bâle)
Ethique de la recherche en ethnologie et histoire de l'art (titre provisoire)
- Eric Huysecom (Laboratoire Archéologie et peuplement de l'Afrique (APA), GENEV, Université de Genève & FLASH, Université de Bamako)
Recherches archéologiques en Afrique et éthique : quelques pistes de réflexion
- Alicia Sanchez-Mazas (Laboratoire Anthropologie, Génétique et Peuplement (AGP), GENEV, Université de Genève)
Science et mauvaise conscience : les défis de l'anthropologue sur le terrain

**18H30-19H45 : FILM DE MICHEL BRENT « LES DIEUX SONT À VENDRE »
(52'+ DISCUSSION AVEC RÉALISATEUR)**

20H00 : REPAS DU SOIR EN VILLE

VENDREDI 16 SEPTEMBRE

09H00-10H30 : PANEL 4

**PILLAGES ET RESTITUTIONS DE BIENS CULTURELS ET ANTHROPOLOGIQUES
RETURN OF CULTURAL PROPERTY AND HUMAN REMAINS**

- Abdoulaye Camara (Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal)
Butins et trophées de guerre. Quelques exemples se rapportant au Sénégal
- Andrew Smith (Department of Archaeology, University of Cape Town, Rondebosch, South Africa)
Repatriation begins at home: violence against South Africa's underclass, a colonial legacy that needs closure
- Dawson Munjeri (député UNESCO, ancien dir. du patrimoine mondial Great Zimbabwe)
Turning around fortunes: confronting forces of plunder of Africa's cultural heritage

10H30-11H00 : PAUSE CAFÉ

11H00-13H00 : PANEL 5

**ASPECTS JURIDIQUES
LEGAL ASPECTS**

- Marc Weber (TEP, Partner, Lanter Attorneys-at-Law, Zurich)
Antiquity and law: legal protection of archaeological objects
- Benno Widmer (service spécialisé transfert international des Biens Culturels & Service de l'art spolié, Office fédéral de la Culture, Berne)
Les actions de l'OFC pour la protection des biens culturels et les accords bilatéraux (titre provisoire)
- Vincent Negri (CNRS, Lyon & Musées d'Art et d'Histoire de Genève)
La conservation du patrimoine africain au péril du droit : les enjeux d'une évolution des législations et des institutions africaines
- Stéphane Théfo (Unité des œuvres d'art, INTERPOL, Lyon)
Le rôle d'INTERPOL dans la lutte contre les atteintes portées au patrimoine de l'Afrique

13H00-14H15 : BUFFET DE MIDI

14H15-15H45 : PANEL 6

**GESTION LOCALE DU PATRIMOINE
LOCAL MANAGEMENT OF CULTURAL HERITAGE**

- Lassana Cissé (Mission culturelle de Bandiagara)
Comment minimiser le pillage du patrimoine par la création de structure de gestion déconcentrée sur les sites patrimoniaux ? Le cas des Missions Culturelles au Mali
- Anne Mayor (Laboratoire Archéologie et peuplement de l'Afrique (APA), GENEV, Université de Genève & association dimmbal.ch) & Daouda Keita (FLASH, Université de Bamako et Association pour la Promotion des Banques Culturelles)
Les banques culturelles du Mali, un exemple de gestion locale du patrimoine
- Fallo Baba Keita (École du patrimoine africain, Porto-Novo, Bénin)
Regards croisés sur le pillage et la restitution des biens culturels africains

15H45-16H15 : PAUSE CAFÉ

**16H15-17H15 : DÉBAT DE CLÔTURE
CLOSING DISCUSSION**

**17H30-18H30 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SSEA
GENERAL ASSEMBLY OF THE SSEA**

The History of Health Care in Africa: Actors, Experiences, and Perspectives in the 20th Century

■ CONFERENCE AT THE UNIVERSITY OF BASEL, 12.-14.09.2011

Health in Sub-Saharan Africa has always been experienced, debated and pursued in a specific historical context. At the same time the history of health and health care in a specific local setting cannot be separated from processes on a larger scale. Neither diseases nor ideas and practices about health, healing and care stopped at colonial or national borders. Patients, medical practitioners and medicines moved – whether connected to illness or not. A whole array of inter- and transnational organisations and networks were involved in the development, implementation and negotiation of health strategies in African countries.

This conference looks beyond the borders of colonial empires and national states by bringing together researchers with different temporal and spatial perspectives on the history of health, health care and medical research in Sub-Saharan Africa. While historical studies will lie at the core, the conference also includes other disciplines, such as social anthropology, sociology, political science, epidemiology, theology or international health.

The conference concludes a three-year research project on the “History of Health Systems in Africa: Swiss Mission Hospitals and Rural Health Delivery in the 20th Century”. The project, led by the Department of History in collaboration with the Swiss Tropical and Public Health Institute and the Institute of Social Anthropology, conducts a comparative analysis of the histories of three former Swiss mission hospitals in Ghana, South Africa and Tanzania. Its aim is to draw conclusions on

the development of local and national health care systems and the role faith-based health providers have played in Africa.

The conference takes up this comparative approach. How did services develop in different local contexts? What were the characteristics of the particular colonial or national setting? And what relationship existed between local practice, international developments and transnational processes? The role of faith-based and other private non-profit organisations and networks will form one focal point of the conference. Another main focus will be that of changing health care strategies and their implementation on the ground in the postcolonial era.

Medical research in colonial and postcolonial settings came analytically close to a scuff proof suitcase that has been packed in Western “metropolises” and shipped safely to the colonial “peripheries” where it was unpacked without changes. Science in this view was not only eurocentric and universally adaptable but with all its symbolical weight also served as a proof for Western racial superiority. Gaining from the insights of postcolonial reasoning, recent scholarship questioned these foundational categories of Western science and conceptualized medical practices and their respective venues as fragile sites of contestation and/or negotiations including various local actors. The research panel takes up theoretical and empirical perspectives and investigates not only the movement of scientists, practices and objects but also the local and global networks within which science circulates over space and time.

The conference is structured in four thematic panels and one research panel (see schedule). The Carl Schlettwein Lecture 2011, which concludes the first day of the conference, will be concerned with the history of health in Africa as well. The annu-

al lecture of the Centre for Africa Studies Basel will be held by Prof. Nancy Rose Hunt. Hunt teaches African history at the University of Michigan in Ann Arbor and has done historical fieldwork in Congo-Kinshasa, Burundi, and Ghana. She is the author of *A Colonial Lexicon: Of Birth Ritual, Medicalization, and Mobility in the Congo* (Durham, NC, 1999), one of the most cited works of medical history in Africa during the last years.

The conference is supported by the Swiss Society for African Studies, the Swiss National Science Foundation, the Swiss Network for International Studies, the Freiwillige Akademische Gesellschaft Basel, the R. Geigy-Foundation, the Centre for African Studies, Institute of Social Anthropology and Historische Seminar of the University of Basel, as well as the Swiss Tropical and Public Health Institute.



Inside Agogo Hospital, Ghana (picture: Ismaila Yakubu 2010).

Programme

The schedule is still subject to modifications, Panel speakers and discussants will be announced on the conference website.

MONDAY, 12 SEPTEMBER

Venue: Universität Basel, Schönes Haus, Nadelberg 6/8

13h30 –13h45 Opening

13h45 – 17h45 Research Panel: The history of medical research in Africa

18h15 - 19h00 Carl Schlettwein Lecture 2011

Lecturer: Nancy Rose Hunt

Venue: Basler Afrika Bibliographien, Klosterberg 23, Basel

TUESDAY, 13 SEPTEMBER

Venue: Kloster Dornach

09h30 – 12h30 Panel: Changing health care strategies and development discourses in colonial Africa

14h15 – 16h45 Panel: Changing health care strategies and development discourses in post-colonial Africa

16h45 – 18h45 Panel: Health care institutions in colonial and postcolonial Africa: knowledge, practice, politics

WEDNESDAY, 14 SEPTEMBER

Venue: Kloster Dornach

09h30 – 12h10 Panel: The spiritual and the secular in faith-based health care

14h00 – 17h15 Panel: Medical cultures and the political economy of biomedicine

Info:

For further information and registration please visit the conference website:
www.zasb.unibas.ch/hhsa-conference

Africa and Switzerland. Women in Processes of Religious and Secular Transformation

■ TAGUNG IM MISSIONSHAUS, BASEL, 14.-16.10.2011

Obwohl die Schweiz nicht zu den Kolonialmächten des 19. und 20. Jahrhunderts gehörte gibt es doch vielfältige Beziehungen zwischen ihr und den Ländern und Menschen Afrikas. Nicht zuletzt verbindet mission 21 und ihre vier Trägervereine eine zum Teil über 100-jährige Geschichte mit dem afrikanischen Kontinent. Wie hat die Schweiz und wie haben die vier Trägervereine von mission 21 in Afrika gewirkt und wie hat all das in die Schweiz zurückgewirkt? Dies gemeinsam zu diskutieren ist das Anliegen dieser Tagung.

Der Schwerpunkt liegt dabei auf der Perspektive der Frauen. Welche Rolle haben sie in den Veränderungsprozessen hier und dort gespielt? Wie hat die interkulturelle Begegnung ihre Wahrnehmung und ihr Engagement geprägt und vielleicht verändert? Welchen Herausforderungen sehen sie sich gegenwärtig und zukünftig gegenüber? Mit einem geographischen Schwerpunkt auf Kamerun und weiteren Beiträgen aus Tansania, der Demokratischen Republik Kongo und dem Sudan werden diese Fragen in Vorträgen und Workshops intensiv thematisiert. Dabei gibt es zahlreiche Möglichkeiten zur Beteiligung, zum gegenseitigen Kennenlernen und zur Vernetzung.

Die Tagung wird gemeinsam von mission 21 und dem Zentrum für Afrikastudien Basel getragen. Das Programm, in dem sich Vorträge mit Workshops und Plenumsdiskussionen abwechseln, richtet sich an ein breites Publikum. Das endgültige Tagungsprogramm wird Ende Juni 2011 publiziert.

Programm (Änderungen vorbehalten)

Freitag, 14.10.2011

- 09h00 Arrival
- 09h45 Welcome and Introduction
Rev. Jochen Kirsch & Dr. Guy Thomas
- 10:00 FRAMEWORKS
The changing role of women in Africa's history: Indigenising colonial and missionary legacies
Prof. Axelle Kabou or Prof. Joyce Nyairo
- 11:15 Relevance of history of interaction and cooperation with Africa for Switzerland
Prof. Birgit Meyer
- 12:30 Lunch
- 14:00 The changing roles of women in Cameroon
Dr. Perpetua Fon-ki
- 15:00 Introduction to workshops
Rev. Jochen Kirsch & Dr. Guy Thomas

- 15:15 WORKSHOPS
Project: History of the Christian Women's Fellowship (CWF), PCC
Ida Mallet & Anna Sommer
- The CWF in the field: Activities and experiences in rural and urban settings
Esther Oben Takang & Tabea Müller
- Development and challenges of partnership in women's work between Cameroon and Switzerland
Dr. Meehyun Chung & Beatrice Ngeh
- 17:00 Presentation of workshop results and review of the day
Dr. Armin Zimmermann
- 18:00 Cocktail party
- 19:00 Dinner / speech
Ambassador Dr. Léonard Henri Bindzi (or representative)

Samstag, 15.10.2011

- 09:00 Cross-cultural encounters and social change: Mission, women and society in Africa
Prof. Elísio Macamo
- 10:00 Rethinking concepts of gender/gender roles between Africa and Switzerland
Dr. Patricia Purtschert
- 11:00 Coffee break
- 11:30 Women in contextual African theology
Dr. Amélé Ekué
- 12:30 Lunch. Installation of the stalls for the forum
- 14:00 Women's roles in the neo-pentecostal movement in Africa
Prof. Akosua Adomako Ampofo
- 15:00 Introduction to workshops
Rev. Jochen Kirsch & Dr. Guy Thomas

- 15:15 WORKSHOPS
African women in migration: Africa in Switzerland
N.N.
- Women & HIV/AIDS: Experiences from Tanzania
Claudia Zeising & Melania Mrema-Kyando
- Women between traditional and modern society in the context of Sudan
Gunda Stegen
- The role of women's associations in church and society: The "Fédération Femmes CEK" in the DRC (French/German)
N.N.
- 16:30 Presentation of workshop results
- 17:00 Summary, review and outlook
Dr. Guy Thomas & Dr. Veit Arlt
- 17:30 Forum for organisations from Africa and Switzerland to present their work and projects and to exchange ideas
- 19:30 Dinner: African banquet
- 21:00 Evening activities or rest

Sonntag, 16.10.2011

- 10:00 Church service in the Peterskirche: Dedicated to women's movements and work in African countries
Rev. Dr. Luzius Müller & Rev. Dr. Benedict Schubert
- 12:00 Lunch
- 13:30 Exchange of participants to explore continental networking opportunities, submission of recommendations and next steps for the proceedings of the conference
Dr. Guy Thomas & Rev. Jochen Kirsch

Auskunft und Anmeldung:

Andrea Senn

Telefon: 061 260 22 24

E-Mail: andrea.senn@mission-21.org

Webseite: www.mission-21.org/veranstaltungen



Bild: Flyer zur Tagung.

RECHERCHE / FORSCHUNG

Afrikaforschung an der Universität Bern: Centre for Development and Environment (CDE) und Abteilung Integrative Geographie (DIG)

■ TOBIAS HALLER (UNTER MITHILFE VON CDE UND DIG)

Im Unterschied zu anderen Universitäten in der Schweiz hat die Universität Bern keinen klaren regionalen Schwerpunkt in Forschung und Lehre. Somit verteilt sich hier die Afrikaforschung über diverse Zentren und Institute, wobei der Schwerpunkt vor allem bei der naturwissenschaftlichen und der philosophisch-historischen Fakultät liegt. In beiden gibt es einen verbindenden Schwerpunkt im Bereich Umwelt. In der ersteren ist das Institut für Geographie mit der Abteilung Integrative Geographie (DIG) und dem Centre for Development and Environment (CDE) von Bedeutung, in der zweiten das Institut für Sozialanthropologie. Zwischen der Sozialanthropologie und dem CDE besteht seit neuester Zeit auch eine enge Zusammenarbeit bei der Betreuung von Doktoranden, bei Projekten und Veranstaltungen. Im folgenden Text wird auf die Afrikaforschung im Bereich der Geographie und der Sozialanthropologie von ihren Anfängen bis heute eingegangen.

ARBEITEN AM INSTITUT FÜR GEOGRAPHIE/CDE UND AM NCCR NORTH-SOUTH
Das Geographische Institut ist seit den frühen 60er Jahren in der Forschung in Afrika tätig und fokussiert seit den 80er Jahren auf die Schwerpunkte nachhaltige Landnutzung und nachhaltige Regionalentwicklung, oftmals mit angewandter Forschung in der Entwicklungszusammenarbeit. Das Centre for Development and Environment wurde bereits 1987 mit Hans Hurni als Ko-Direktor gegründet.



Test-Wasserscheide in Madagaskar in der verschiedene Boden- und Wasserkonservierungstechniken ausprobiert werden und in welcher Studenten der Universität Antananarivo ihre Feldarbeit durchführen können. Sie dient auch dem Upscaling erfolgreicher Techniken (Bild: Albrecht Ehrensberger, CDE).

URSPRÜNGE DER AFRIKAFORSCHUNG AM INSTITUT FÜR GEOGRAPHIE: BODEN- UND WASSERKONSERVIERUNG

Bereits vor der Gründung des CDE war das Institut für Geographie im angewandten Forschungsbereich tätig: So finanzierte die DEZA 1981 das Soil Conservation Research Programme (SCRIP), welches in verschiedenen Forschungsstationen in Äthiopien und Eritrea Grundlagen zu Bodenerosion und -konservierung erarbeitete. Dem SCRIP gelang es, den politischen Diskurs zur nachhaltigen Landnutzung in Äthiopien mitzugestalten und Leitlinien für die Boden- und Wasserkonservierung zu erarbeiten um über 25 000 landwirtschaftliche Berater ausserhalb und auch innerhalb der Akademie in diesem Thema auszubilden. Diese Aktivitäten führten zur Herausgabe von Lehrbüchern zu Boden- und Wasserkonservierung, die zusammen mit lokalen Universitäten in Äthiopien und Eritrea verfasst wurden. Zusammen mit einer agro-ökologischen Karte und Langzeitdatenerhebungen zu Klima, Wasserabfluss und Sedimentfracht werden sie bis heute in Veranstaltungen der Universitäten dieser Länder verwendet. Über 100 Studierende Äthiopiens haben aufgrund dieser Daten ihre Diplomarbeiten und Dissertationen verfasst. 1984 folgte in Kenia das Laikipia

Research Programme (LRP), welches sich mit der nachhaltigen Entwicklung der Region nordwestlich des Mount Kenya, insbesondere mit Fragen des Wassermanagements, des Wissens darüber und mit Konfliktbewältigung in der Region befasste. Wassernutzung und kleinbäuerliche Lebensgrundlagen waren in diesem Programm zentrale Themen ebenso wie die systematische Aufarbeitung des Wissens zu sozio-politischen und ökologischen Prozessen, welche später den Aufbau und die Gestaltung von lokalen Wassernutzerorganisationen ermöglichte, die nun wiederum auf nationaler Ebene als Ansprechpartner für die lokale Verwaltung von Wasserläufen und für die Schlichtung von Konflikten anerkannt sind. Ab 1989 wurde das Terre Tany Programm im Hochland und am Ostabhang in Madagaskar gestartet. Ziel dieses Projekts war es, nachhaltige Alternativen zum Brandrodungsfeldbau zu untersuchen. Das Projekt führte zusammen mit weiteren Forschungsprojekten des Nationalfonds zu einem besseren Verständnis der Beziehungen zwischen Brandrodungsfeldbau, ökologischen und sozioökonomischen Prozessen. Das Terre Tany Programm arbeitete eng mit lokalen Forschungsinstitutionen zusammen, welche in der Zwischenzeit ihre eigenen Projekte akquirierten und zu anerkannten Kompetenzzentren in den Bereichen nachhaltige Bodennutzung und nachhaltige Regionalentwicklung wurden.



Messstation in Afdeyu (Eritrea), die im Rahmen des ESAPP Programms unterstützt wurde (Bild: Thomas Kohler).

KONSOLIDIERUNG DER REGIONALEN FORSCHUNGSPARTNERSCHAFTEN

Im Jahr 1999 wurde eine Nachfolgestruktur für die drei Pionier-Programme entwickelt: Das ebenfalls von der DEZA finanzierte Eastern and Southern Africa Partnership Programme (ESAPP). Das ESAPP baute auf die früheren Forschungspartnerschaften auf und verfolgt bis heute eine doppelte Strategie: Ein nachfrageorientiertes Modul dient dazu, Kleinprojekte von Partnerorganisationen finanziell zu unterstützen. Parallel dazu werden in einem programmorientierten Modul die Erfahrungen aus den Kleinprojekten zusammengetragen, zu systemischem Wissen umgewandelt und den Partnerorganisationen wieder zur Verfügung gestellt. Seit 1999 wurden im Rahmen des ESAPP in sechs Ländern nahezu 250 Kleinprojekte durchgeführt. Einige davon haben wesentliche Beiträge zur nachhaltigen Landnutzung und Regionalentwicklung geleistet, u.a.:

- Unterstützung einer landwirtschaftlichen Schule in Eritrea durch Konservierung des Einzugsgebietes der Schule. Das Projekt dient nun als Demonstrationsort für Studierende und für umliegende Gemeinschaften.
- Bekämpfung der Verschmutzung von Wasserläufen mit Rückständen der Kaffeeproduktion und Produktion von hochwertigem Kompost in Äthiopien mittels Verwendung von Mikroorganismen.
- Linderung der Konflikte zwischen Kleinbauern und Elefanten in Kenia durch Erforschung der räumlichen Bewegungsmuster der Elefantenherden und angepasste Schutzmassnahmen für kleinbäuerliche Anbauflächen.
- Erforschung traditioneller technischer Massnahmen für die Bodenkonservierung im Süden von Tansania und Popularisierung des Konzepts im ganzen Land.
- Partnerschaft zwischen den öffentlichen Diensten, der Privatwirtschaft und lokalen Gemeinschaften für eine nachhaltigere Nutzung der Waldressourcen, v.a.

Sicherung von Zugangsrechten der lokalen Bevölkerung in Mosambik.

- Quantifizierung von Kohlenstoff in tropischer Vegetation zur räumlichen Modellierung der Kohlenstoffspeicher. Erfolgreiche Anwendung integrierter Methoden, basierend auf Fernerkundung und Felddaten in Madagaskar sowie Erprobung dieser Methoden in anderen Landesteilen.



Ein lokales Team des NCCR bespricht die Ergebnisse eines Feldkurses (ITC) in Äthiopien (Bild: Karl Herweg).

GLOBALE FORSCHUNGSNETZWERKE

Einer der wichtigsten Beiträge der Universität Bern zur Afrikaforschung ist sicherlich der vom CDE koordinierte Nationale Forschungsschwerpunkt NFS Nord-Süd (Kompetenzzentrum NCCR North-South), welcher auf eine Initiative von Prof. Hans Hurni und Prof. Urs Wiesmann zurückgeht. Als einziges transdisziplinäres Kompetenzzentrum vereint der NCCR North-South natur- und sozialwissenschaftliche Disziplinen. Er wird vom Schweizerischen Nationalfonds, der DEZA und den beteiligten Institutionen finanziert und befasst sich mit Forschung zur Linderung der Effekte des globalen Wandels und zur nachhaltigen Entwicklung. Er wurde als Forschungspartnerschaft zwischen wissenschaftlichen Instituten in der Schweiz (Universitäten Bern und Zürich, Swiss TPH, swisspeace, Eawag-Sandec sowie IHEID) und rund 40 Ländern in Afrika, Lateinamerika und Asien konzipiert. Die Schwerpunktregionen in Afrika liegen in Ostafrika, Westafrika und am Horn von Afrika.

In jeder dieser drei Regionen ist der globale Wandel und die Bewältigung seiner Effekte von Bedeutung. Die Forschung in Westafrika befasst sich zudem mit Themen der Gesundheit, Sanitäreinrichtungen und der Prävention von Krankheiten unter der armen Bevölkerung, wie auch mit der Rolle von Institutionen im Konfliktmanagement und beim Zugang zu natürlichen Ressourcen. In Ostafrika und am Horn von Afrika kommen die nachhaltige Nutzung natürlicher Ressourcen und die Sicherung der Lebensgrundlage der marginalisierten Bevölkerung hinzu. Die Forschung ist in verschiedenen Projekten innerhalb des NCCR North-South organisiert. Bisher wurden rund 40 Dissertationen zu Afrika abgeschlossen, 21 davon durch Doktoranden aus Afrika. Bei den 40 noch laufenden Dissertationen in den Regionen Afrikas sind es weitere 30 Projekte, die durch Doktoranden aus dem Süden bearbeitet werden. Dazu kommen rund 20 Postdocs sowie rund 100 Masterarbeiten verschiedener Disziplinen und Institutionen.

In den Projekten Zugang und Wohlstand und Landschaftswandel des NCCR North-South werden Entscheidungsgrundlagen zur Armutsbekämpfung und zum Zugang zu Dienstleistungen, Bodenbedeckungs- und Landnutzungsdaten, sowie eine Quantifizierung der Ökosystemdienstleistungen auf der Mesoebene erarbeitet. In der Regel erfolgt dies auf der Basis lokaler Fallstudien sowie nationaler und regionaler Erhebungen. Das für eine differenzierte nationale Planung nötige Wissen auf der Mesoebene fehlt hingegen weitgehend. Diese politisch wegweisenden Grundlagen werden unter anderem für Ostafrika und das Horn von Afrika entwickelt. Das Projekt Nachhaltige Landnutzung, Nahrungssicherheit und Linderung des Klimawandels des NCCR North-South, beschäftigt sich in vier Dissertationen und zwei Postdoc-Studien mit der Langzeit-Wirkung von Massnahmen zur Bodenkonservierung im ländlichen Raum in Äthiopien.

Das Projekt Semi-aride Regionen im Übergang: Sicherheit der Lebensgrundlagen, sozioökonomische Variabilität und die Rolle der Entwicklungsinterventionen in Ostafrika wird durch die Volkswagenstiftung finanziert. Hier werden Strategien zur Existenzsicherung (livelihood strategies) in vom globalen Klimawandel betroffenen semi-ariden Gebieten Ostafrikas untersucht. Diese Gebiete sind durch einen rasanten Wandel gekennzeichnet, der durch Migration, den sich verändernden Zugang zu Ressourcen, Konflikte um deren Nutzung, eine steigende Bedeutung der Asymmetrien von Zentrum und Peripherie, sowie von Leitungs- und Regierungsschwächen angetrieben wird. Das Projekt arbeitet mit einem vergleichenden Ansatz und umfasst vier Fallstudien, wobei zwei in Kenia und zwei in Tansania durchgeführt werden.

ENERGIE, KLIMAWANDEL UND WASSER

Seit 2009 koordiniert das CDE ein Forschungsprojekt zum Thema Biotreibstoffe in Ostafrika. Es sollen Potentiale wie auch Risiken des Anbaus der entsprechenden Pflanzen insbesondere für kleinbäuerliche Gemeinschaften und die Umwelt erforscht werden. Ein Hauptaugenmerk gilt der Pflanze *Jatropha curcas* L., welche zunehmend als Lieferant von Öl- und Biodiesel verwendet wird. Während vor der markt-orientierten und grossflächigen Produktion von Biotreibstoffen gewarnt wird, identifiziert das Projekt mögliche Produktionsnischen für die Selbstversorgung ländlicher Haushalte, insbesondere in schwer zugänglichen Gebieten der Region. Daneben werden auch pflanzenbauliche Grundlagen erarbeitet und Aspekte des globalen Handels mit Biotreibstoffen sowie der Diskurs über Biotreibstoffe erforscht.

Seit Herbst 2010 arbeitet das CDE an einem Projektvorschlag für ein Water and Land Resource Centre am Horn von Afrika und in Ostafrika. In dem Projekt sollen Grundlagen zum Potential und zur nachhaltigen Verwendung von Oberflächenwasser in drei wichtigen Wasserschlössern der Region erarbeitet werden. Es sind dies die Einzugsgebiete des Blauen Nils (Äthiopien) und des Panganiflusses (Tansania), sowie die Region des Mount Kenya. Zwei regionale Wissenszentren sollen ihr Wissen als Entscheidungsgrundlage bereitstellen. In diesen Zentren sollen hydro-meteorologische Informationen und Landnutzungsdaten gesammelt, analysiert und verbreitet werden. Mit der Zeit sollen sie zu regionalen Drehscheiben für Forschung und Wissen in diesen Bereichen ausgebaut werden.

INSTITUT FÜR SOZIALANTHROPOLOGIE

Der Schwerpunkt in der Afrikaforschung des Instituts lag zu Beginn in den 70er Jahren im Bereich der Ethnolinguistik und der Verwandtschafts- und Religionsethnologie. Diese Lehr- und Forschungstätigkeit, meist zu Tansania, ist vor allem mit Prof. Dr. Rupert Moser verbunden, der in den 1970er Jahren Oberassistent und 1975/6 interimistischer Leiter des Instituts war. Er forschte im Bereich Medizinethnologie, Gender und Religion und bot die Möglichkeit, Kurse in Afrikanistik und Kiswahili zu belegen, die er auch nach seiner Emeritierung fortführt. Allerdings war die Afrikaforschung kein zentraler Fokus am Institut.

Dies hat sich seit der Besetzung der Professur für den Bereich ATS (Anthropologie des transnationalen Staates) durch Prof. Dr. Julia Eckert (2008) und der Neubesetzung der Assistenzprofessur durch Prof. Dr. T. Haller (2009) geändert: Dr. Olaf Zenker arbeitet als Assistent von Prof. Eckert zur Rolle des Staates sowie zu Konflikten und Identitätsfragen in Südafrika. Sein aktuelles Projekt Land Restitution and the Moral Modernity of the New South African State beschäftigt sich im Wesentlichen mit dem rechtsanthropologischen Thema der Landrückgabe nach der Apartheid, den Problemen, die sich dabei aus lokaler Perspektive ergeben und der Rolle, die der Staat in diesem Prozess spielt (siehe Rubrik Newcomer).

Ein weiterer Schwerpunkt in der anthropologischen Afrikaforschung und Arbeit am Institut sind Institutionen zur nachhaltigen Ressourcennutzung in kommunalen Gebieten (Management kollektiver Ressourcen – common pool re-

source management), die Rolle von Schutzgebieten in Afrika und die Frage des Umweltwissens und der Umweltperzeption in afrikanischen Gesellschaften. Dies ist der Arbeitsbereich von Prof. Dr. T. Haller, der Forschungen in Kamerun (Mandara-berge) und in Sambia zu diesen Themen durchgeführt und Projekte in Mali, Kamerun, Tansania und Botswana geleitet hat. Gestartet wurden diese Forschungen während seiner Assistenz- und Oberassistentenzeit am Ethnologischen Institut der Universität Zürich sowie durch seine Beteiligung am Kompetenzzentrum NCCR North-South (Unterprojekt Livelihood Strategies and Institutions, Leitung Prof. U. Müller-Böker, Geographisches Institut der Universität Zürich). Abgeschlossen wurden sie während seiner Beschäftigung in Bern.



Kommerzielle Fischer, Kafue Flats, Sambia: Aufgrund der Unterminierung lokaler Regelwerke und der fehlenden Umsetzung staatlicher Institutionen (Regelwerke) besteht ein offener Zugang zur Fischerei, was zur Übernutzung der Fischbestände in der Region führt (Bild: Tobias Haller).

In diesem Zusammenhang entstand das African Floodplain Wetlands Projekt (AFWeP), das auf einen Vergleich des institutionellen Wandels (Regelwerke) von Kollektivressourcen fokussiert, unter Einbezug von Machtbeziehungen und Konflikten im Aushandeln des Zugangs zu Kollektivressourcen in vergleichbaren Feuchtgebietenökosystemen. In fünf Ländern Afrikas (Mali, Kamerun, Tansania, Sambia und Botswana) wurde untersucht, welche Rolle der institutionelle Wandel im Management von Weidegebieten, Fischerei, Wild, Wasser und Landwirtschaftsland von der vorkolonialen Zeit bis heute gespielt hat, und inwiefern eine Schwächung in diesem Bereich Ressourcenübernutzung erklären kann. Von grosser Bedeutung ist dabei die Analyse der Wechselbeziehung zwischen exogenen und endogenen Faktoren. Äussere Faktoren wie die koloniale und postkoloniale Staatenbildung, die Überführung von Kollektiveigentum von Ressourcen in Staatseigentum sowie das

Unvermögen dieser Staaten, die Ressourcen zu verwalten und zu kontrollieren, führte bei gleichzeitiger Unterminierung von lokal geschaffenen Regelwerken zu einer Situation des offenen Zugangs und zu einer Übernutzung der Ressourcen. In diesem vergleichenden Projekt (siehe Haller, T. (Hrsg.): *Disputing the Floodplains*. Leiden 2010: Brill) waren insgesamt acht ForscherInnen aus der Schweiz, Tansania, Kenia und Kamerun involviert, und es bestand eine Zusammenarbeit mit Elinor Ostrom (Indiana University) und Jean Ensminger (CALTEC, Pasadena).

Im Anschluss entstanden durch internationale Kontakte Projekte wie beispielsweise die Zusammenarbeit mit der University of Aalborg in Dänemark betreffend eines Vergleiches von Kollektivressourcennutzung im südlichen Afrika mit Fokus auf Machtbeziehungen und Konflikte (Projekt CROSCOG) und eine Zusammenarbeit mit der University of Western Cape, Südafrika, zur Defragmentierung von Ressourcennutzungsregeln auf staatlicher wie lokaler Ebene für ein kohärenteres und besser koordiniertes bottom-up Management von Kollektivressourcen (Projekt DARMA). Auch in Zusammenarbeit mit dem NCCR North-South und im Rahmen der Erforschung der institutionellen Rahmenbedingungen in Flussgebieten Afrikas wurde zusammen mit Dr. Marc Galvin vom Graduate Institute for International and Development Studies in Genf (IHEID) eine vergleichende Studie zu den Problemen der partizipativen Verwaltung von Schutzgebieten durchgeführt. Diese war allerdings nicht auf Schutzgebiete in Afrika beschränkt, sondern schloss auch andere Weltregionen mit ein, wobei diese Vergleiche interessante Ergebnisse in Bezug auf Afrika lieferten (siehe Projekt People, Protected Areas and Global Change).

Als Nachfolgeprojekt dieser Initiativen ist eine vergleichende Studie zur Eigenwahrnehmung von lokalen Initiativen zum Aufbau von Regelwerken zur Ressourcennutzung geplant (Projekt Constitutionality). Eine erste Forschung wird in Senegal die

Nutzung von Waldressourcen untersuchen. Papa Faye, ein Doktorand aus Senegal, beginnt sein Projekt im August 2011. Hier besteht eine Zusammenarbeit mit Prof. Jesse Ribot, University of Illinois, USA (Ko-Betreuung mit Prof. Haller). Im Bereich der nachhaltigen Landwirtschaft wird zur Zeit eine Dissertation zum Thema Farmer Field Schools in Kenya durchgeführt. Der Doktorand Edward Bikketi aus Kenia beschäftigt sich mit den Strategien von Bauern zur Anpassung an Umwelt und Marktbedingungen in zwei Regionen in Kenia und geht der Frage nach, welche Rolle partizipative Initiativen im Wissenstransfer in ländlichen Regionen für die nachhaltige Nutzung von Bodenressourcen spielen (Ko-Betreuung Prof. Haller und Prof. Wiesmann, CDE).

Weitere Dissertationsprojekte zu afrikanischen Themen:

- Michael Toggweiler arbeitet an seiner Dissertation zum Thema „Reise der Pygmäen: Das Spiel anthropologischer Differenzierung zwischen 1500-1900“. Er geht in dieser Arbeit der Frage nach, wie so genannte Pygmäen, als Konstruktion eines "anderen Menschen" zeitgenössische, sich stets wandelnde anthropologische Kategorien (Mensch) und Differenzen (Mensch-Tier, Natur-Kultur) sichtbar werden lassen (Betreuung Prof. Dr. Znoj).
- Serena Owusua Dankwa befindet sich zur Zeit an der Yale University (finanziert über eine Sarah Pettit Doctoral Fellowship) wo sie an ihrer Arbeit zum Thema *The Shifting Meanings and the Gendered Dynamics of Female Same-Sex Intimacy in Postcolonial Ghana* schreibt, basierend auf ihrer Forschung in Ghana (die Forschungsphase wurde über das Graduiertenprogramm Gender und durch den Schweizerischen Nationalfonds finanziert).
- Reto Kuster hat in der Demokratischen Republik Kongo geforscht und arbeitet zur Zeit an seiner Dissertation mit dem Titel: *Mbuti Images. Representation, Resources and Conflict in the Ituri Rainforest*. Die Forschung fokussiert

NEWCOMER

auf die Mbuti und deren Repräsentation im Kontext von Dynamiken und Akteuren im Ituri-Regenwald, sowie auf Migration, Ressourcen, Konflikte und Naturschutzprojekte.

- Martina Santschi (swisspeace / NCCR North-South) hat im Sudan geforscht und schreibt ihre Doktorarbeit zum Aushandeln von Autorität und Staatlichkeit im Südsudan (Betreuung Prof. Dr. Wicker).

Ferner sind an der Universität Bern folgende Personen und Institute in der Afrikaforschung tätig:

- Die interfakultäre Koordinationsstelle für Allgemeine Ökologie (IKAÖ) hat mit Prof. Dr. Thomas Hammer (Dozent und zur Zeit interimistischer Leiter des IKAÖ) einen fundierten Kenner der Sahelregion. Forschungsschwerpunkte sind hier ähnlich wie beim CDE die nachhaltige Regional- und Landschaftsentwicklung, wobei auf Schutzgebiete und Regionalentwicklung und deren Wirkung in der Bekämpfung der Desertifikation in Burkina Faso und Mali eingegangen wird. Ein weiterer Interessenbereich ist der Ökotourismus in Senegal.
- Dr. Claudia Roth (Universität Luzern) ist assoziiertes Mitglied des Instituts für Sozialanthropologie und arbeitet in Burkina Faso zu Fragen des Alters, der Geschlechterbeziehungen und der Migration aus westafrikanischen Ländern.

Land restitution and the moral modernity of the new South African state

■ OLAF ZENKER



This project at the Institute of Social Anthropology at the University of Bern investigates the ongoing South African land restitution process, in which the new state compensates victims of former land dispossession that were based on laws discriminating “race”. This restitution process has recently been the focus of a critical literature, exploring the phenomenon in its interconnected political, legal, economic and moral dimensions. Building on this research, the project addresses a central research gap by focusing on the renegotiations of modern statehood that are at the core of South African land restitution, given that the new state simultaneously functions as the main driving force, the judicial arbiter and the core reference point (as claims are lodged against the state). The research thereby operates from within a framework of multiple modernities (Eisenstadt). It acknowledges that the negotiations about the appropriate ways of righting land-related wrongs of the past in order to make for desirable futures through state-orchestrated human agency take place under conditions of existential contingency. Given that restitution’s explicit mandate is to unmake the historical injustices of the old state, this process is also crucially concerned with fusing the highly perfected formal rationality of the former apartheid state with a different and broadly acceptable substantive rationality (Max Weber) into a new, if

contested, “morally modern” polity. Based on multi-sited ethnographic fieldwork regarding two state agencies (the Commission on Restitution of Land Rights & the Land Claims Court) as well as four concrete land claim cases that share a history of incorporation into the former homeland KwaNdebele, this project thus studies the current land restitution process as an exemplary site, at which the moral modernity of the new South African state is contested, renegotiated and made.

Olaf Zenker is assistant professor in Social Anthropology at the University of Bern. He studied Anthropology, Linguistics and Literature at the University of Hamburg and the London School of Economics and did his PhD at the Max Planck Institute for Social Anthropology in Halle. His publications focus on statehood, conflict and identity formations and anthropological theory, including the co-edited volume *Beyond Writing Culture: Current Intersections of Epistemologies and Representational Practices* (Berghahn, 2010).



The Land Claims Court in Randburg, Johannesburg, which deals with all land claims that cannot be settled agreeably by the Commission on Restitution of Land Rights (picture: Olaf Zenker).

DÉBAT / DEBATTE

Migrations et développement en Suisse : perspective socio-historique et questions transversales

■ IBRAHIMA GUISSÉ , PHD

Cet article a été conçu sous forme de contribution au débat général sur la migration qui a largement occupé le Forum social mondial tenu à Dakar au Sénégal, du 6 au 11 février 2011. Il vise à stimuler la réflexion et l'action des associations regroupées au sein d'un collectif de militants de divers horizons mis en place à Genève au lendemain du Forum social mondial de Dakar.

CONTEXTE

La problématique de la relation entre migrations et développement en Suisse est complexe et peut être analysée à plusieurs niveaux. Tout d'abord on peut distinguer les diverses instances intéressées par cette question, qui se trouvent aussi bien dans les Etats de destination que dans les Etats de départ des migrants. Ces instances peuvent être des Etats, des ONG, des associations professionnelles, des entreprises ou encore les migrants eux-mêmes à titre privé ou réunis en associations. On peut également s'interroger sur les manières dont ces instances établissent des liens entre la problématique des migrations et celle du développement.

Il peut être aussi question des domaines à travers lesquels les migrations peuvent contribuer au développement. Ainsi, on peut tenter d'établir des typologies couvrant différents types d'actions, telles que les envois d'argent, les soutiens à des projets individuels ou collectifs, les transferts de technologies et de connaissances, les expertises et les conseils, les activités de recherche

et développement. On notera cependant que les pratiques articulant migrations et développement peuvent avoir plusieurs dimensions, voire fonctions : lier le Nord et le Sud, pacifier, gérer, réfléchir, animer. Le collectif Dakar étendu mis sur pied par des acteurs de la société civile de la Genève internationale et de la Genève locale, illustre parfaitement cette posture de co-développement ; c'est-à-dire, au delà de cette volonté d'être présent à Dakar et à Genève, il s'est agi pour les initiateurs de Dakar étendu de relier le Sud et le Nord, voire de relayer les questions majeures discutées au Forum social de Dakar à Genève !

Les thématiques soulevées à Dakar sont d'une grande qualité et complexité et posent des questions qui ne sont pas aisées à répondre. Il y a par exemple la définition de ce que l'on entend par développement (ou co-développement) et l'établissement d'indicateurs pertinents pour saisir et mesurer les impacts des actions entreprises dans ce domaine.

Dans le cadre de l'espace réduit de cet article, je n'ai pas l'ambition de traiter de manière exhaustive l'ensemble de ces dimensions. Je me pencherai donc principalement sur la manière dont le lien entre migration et développement s'est construit historiquement en Suisse. Je soulignerai également les transformations dans le temps de ce lien, en tenant compte du contexte et des pratiques actuelles où les migrants et leurs associations s'engagent dans le développement. Enfin la réflexion que je propose tentera de synthétiser les interrogations majeures en lien avec migration et développement adressées par le Forum social de Dakar.

De mon point de vue, il appartient au Collectif d'associations réunies dans le cadre de Dakar étendu, de se réappropriier ces thématiques majeures de Dakar, de les recontextualiser et d'en faire le lien avec le Forum mondial sur la migration et le développement prévu en Suisse en novembre 2011.

QUELQUES ÉLÉMENTS DE CONTEXTUALISATION HISTORIQUE

Historiquement la relation entre migrations et développement commence à être posée en Suisse dans les années 1980, lors de la diversification des flux migratoires et de l'augmentation du nombre de requérants d'asile en provenance d'Amérique du Sud, d'Afrique, du Moyen Orient et d'Europe de l'Est. Dans cette période, les migrations du Sud vers le Nord sont perçues comme un problème, aussi bien pour les Etats récepteurs que pour ceux de départ. Ainsi, au sein des instances universitaires, telles que l'Institut universitaire d'études du développement à Genève, ou gouvernementales, comme la Direction du développement et de la coopération (DDC), on s'interroge sur l'efficacité de l'aide au développement en tant que moyen de prévenir les migrations. Le diagnostic principal de l'époque est que les migrations sont liées à la pauvreté et que donc seule la réduction de la pauvreté peut réduire les migrations.

Cependant, au cours des années 1990, un autre discours émerge au sein même des instances gouvernementales, influencé en partie par les observations et réflexions émanant des organisations internationales basées à Genève, telles que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). On constate en effet que ce ne sont pas les plus pauvres qui émigrent, que la grande pauvreté empêche de fait d'émigrer. L'aide au développement, en réduisant la pauvreté, ne peut ainsi que stimuler, au moins dans un premier

temps, les tendances migratoires. Dans une optique similaire, on va s'intéresser à partir des années 1990 à la question du retour des immigrés en Suisse et au lien entre aide au retour et aide au développement. Ce sera par exemple le cas des réfugiés des Balkans.

Par ailleurs, dans les années 1990, divers acteurs gouvernementaux et internationaux, en s'inspirant des théories économiques néoclassiques vont s'intéresser à l'impact des envois d'argent des migrants sur la réduction de la pauvreté, voire des inégalités dans les pays de départ. En fait, une nouvelle perspective va émerger, qui ne considère plus les migrants uniquement comme des personnes porteuses de déficits et étant confrontées à des problèmes d'intégration dans les sociétés réceptrices, mais qui va également les considérer comme des acteurs potentiels de développement. On va ainsi découvrir l'énorme potentiel financier que représentent les transferts d'argent des migrants en tant que sources de devises pour leurs pays d'origine (Lerch et Wanner, 2004). On va même souligner le fait qu'il s'agit des entrées nettes de capitaux, sans risque d'endettement pour leur pays de départ, contrairement à d'autres transferts de capitaux qui doivent être remboursés. Cependant, des discours critiques vont également se faire entendre, mettant en évidence que l'argent des migrants est rarement investi dans des projets de développement, mais qu'il va plutôt vers leurs familles, pour des dépenses de consommation courante et/ou pour des dépenses de prestige.

Dans les années 2000, suite à l'intensification des processus de globalisation sur le plan financier, communicationnel ou technologique, suite également au gain en légitimité de l'approche transnationale dans l'analyse des problématiques migratoires (Basch et al, 1994), la tendance à considérer les migrants

comme des acteurs privilégiés du développement va s'accroître. Pour la première fois, les instances officielles helvétiques vont s'intéresser à leurs potentialités et à leurs ressources comme vecteurs de soutien à leur pays d'origine. Des recherches menées dans les milieux universitaires et internationaux de Suisse romande vont montrer que les migrants peuvent aider leur pays d'origine sans retourner définitivement à celui-ci, que ce soit à distance ou par des séjours temporaires. La perspective dichotomique dominante dans les études sur les migrants qualifiés, qui tendait à opposer les phénomènes négatifs liés au « brain drain » à ceux plus positifs liés à un éventuel « brain gain » (Mountford, 1997) va progressivement laisser la place à des perspectives de type « win-win » où tant le pays de résidence des migrants que leur pays d'origine apparaissent comme bénéficiaires des apports de la migration.

On peut donc soutenir qu'en trente ans les perceptions sur la relation entre migration et développement ont passablement changé. Les années 1980 ont été dominées par une vision négative de la migration, qui était perçue comme l'une des conséquences indésirables du mal-développement. En revanche, dans les années 2000 une vision plus positive de la migration va émerger, qui fait des migrants résidant en Suisse et dans d'autres Etats européens, des protagonistes pouvant contribuer par de biais divers au développement de leur pays ou région d'origine. Cette nouvelle perspective, qui fait son chemin dans les milieux universitaires et internationaux, est aussi bien considérée dans les milieux non gouvernementaux et chez une partie de l'administration publique, que ce soit au niveau fédéral, cantonal ou communal. Elle est très prisée par les associations de migrants, car elle valorise leurs compétences et leur rôle d'interface entre leur pays de résidence et leur pays d'origine. Cela n'empêche pas que des voix critiques se fassent entendre au sein de ces as-

sociations, pour souligner que même si les migrants contribuent certainement par diverses actions à améliorer les conditions de vie de leurs pays d'origine, il y a un risque à trop les mettre en avant et à oublier les responsabilités des Etats industrialisés dans l'effort de développement. Par ailleurs, la perception des migrations comme un problème est encore largement présente chez une partie de l'administration chargée de la politique d'immigration, ainsi que dans des secteurs de l'opinion publique helvétique, influencés par les campagnes populistes de certains partis politiques.

La problématique migration et développement en Suisse reste ainsi influencée par une politique d'immigration, presque entièrement polarisée autour de l'opposition entre une ligne limitatrice, et une ligne favorable à la libre circulation de la main d'œuvre. Cette polarisation pèse sur l'agenda établi dans ce domaine.

L'AGENDA SUISSE EN MATIÈRE DE « MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT » : LE POINT DE VUE INSTITUTIONNEL

A partir des années 2000, les questions de migration et développement sont entrées dans l'agenda gouvernemental, que ce soit au niveau multilatéral ou bilatéral.

Au niveau de la coopération multilatérale, la Suisse a pris des initiatives concrètes dans le cadre de dialogue politique en matière de migration. Ainsi l'Office fédéral des réfugiés, aujourd'hui devenu l'Office fédéral des migrations a lancé en 2001 l'Initiative de Berne, qui constitue un processus consultatif appartenant aux gouvernements et visant à une meilleure gestion et planification des migrations aux niveaux régional et mondial grâce à une collaboration

Le concept de « Partenariats Migratoires »

Le partenariat migratoire aussi appelé co-développement repose sur trois principaux piliers : la gestion des flux migratoires afin de promouvoir la migration légale (accords bilatéraux, accords de réadmission, coopération contre la traite et le trafic des personnes) ; le développement basé sur l'implication des diasporas (créer un environnement favorable, identifier les obstacles, faciliter les transferts d'argent et compétences etc.) et le ciblage de l'assistance, du commerce et de l'investissement dans des régions à forte pression migratoire pour favoriser le développement. Le partenariat migratoire établit le contact entre le pays d'origine et celui d'accueil au travers de différents organismes qui favorisent le dialogue politique international et régional. Comme l'Union Africaine (UA) et la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

En Suisse les partenariats migratoires sont un instrument de la politique migratoire, inscrits dans la nouvelle loi sur les étrangers, entrée en vigueur le 1er janvier 2008, en vertu de l'arrêté fédéral du 8 novembre 2006.

La notion de partenariat migratoire est directement liée à la question de l'aide au retour. L'idée de favoriser les retours volontaires par une aide financière et logistique a été lancée pendant les guerres des Balkans. Depuis lors, la Suisse a mis à disposition quelque 300 millions de francs pour la seule aide au retour dans les Balkans, permettant le retour, de 50 000 réfugiés et contribué à leur réintégration. La Suisse met en œuvre une dizaine de programmes d'aide au retour dans différents Etats et régions (Site du Département fédéral des affaires étrangères, <http://www.eda.admin.ch>, 2008). Pour le moment les partenariats migratoires, qui définissent des coopérations avec les pays tiers uniquement, visent les Balkans occidentaux, alors que d'autres formes de coopération priment pour l'Afrique subsaharienne.

Source : Enquête sur les partenariats migratoires, présentation du concept dans les contextes international et suisse, Organisation internationale pour les migrations, 2007 avec le soutien de l'Office fédéral pour les migrations (ODM).

entre les Etats. L'OIM a servi de secrétariat à cette initiative qui a conclu en 2004, avec l'adoption du document final intitulé Agenda international pour la gestion des migrations (AIGM), qui définit un système de référence pour une gestion équilibrée des migrations et laisse apparaître aussi des principes directeurs du débat migration et développement.

La Direction du développement et de la coopération (DDC), constitue le maillon institutionnel chargé de donner une dimension opérationnelle à la perspective migration et développement en Suisse. L'humanitaire et la coopération ciblée au développement de certains pays du Sud sont les deux principaux aspects de l'action de la DDC, qui a pour tâche principale de contribuer au développement durable et à la réduction de la pauvreté. À cet effet, elle focalise ses activités sur 10 thèmes prioritaires, les migrations étant l'un de ces thèmes.

Le partenariat en matière de migration constitue le point central du débat migration et développement en Suisse (voir encadré). Du point de vue pratique, la DDC peut être également amenée à impliquer les diasporas en Suisse dont les pays d'origine sont en situation de conflit, à participer à la promotion de la paix dans leur pays. La question des transferts de fonds des migrants et leur utilisation dans des projets de développement constitue un des principaux volets envisagés.

Selon le Rapport intermédiaire 2005 du Conseil fédéral suisse relatif aux Objectifs du Millénaire pour le développement, avec un total annuel de 8,1 milliards dollars, la Suisse était, en 2005, le cinquième parmi les pays de provenance des fonds transférés par des travailleurs migrants vers des pays en

développement. Ces transferts méritent en effet d'être pris en compte dans un cadre plus global de financement du développement, nonobstant que la plupart de ces envois sont des transferts privés et servent à satisfaire les besoins de subsistance des familles des migrants. De ce point de vue, la politique de la DDC vise à créer des synergies entre les transferts de revenus des migrants et les projets de développement afin de maximiser le potentiel de développement des migrants. Mais la question en suspens est celle de savoir comment des envois monétaires individuels et privés, et qui souvent ne prennent pas des circuits formels de transfert, peuvent être redirigés vers des objectifs de développement.

VERS UNE NOUVELLE PERSPECTIVE MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT EN SUISSE

En 2008 a eu lieu une réorganisation au sein de la DDC qui avait pour but entre autres de mettre en exergue la contribution de la DDC à la politique extérieure suisse et de renforcer son engagement à la recherche de solutions aux défis dits globaux, dont la migration internationale. Le thème de la migration internationale a ainsi été érigé en programme global au même titre que les domaines changement climatique, souveraineté alimentaire et eau. Cette nouvelle orientation laisse suggérer que la DDC contribue à la résolution de défis globaux en s'ancrant avec une nouvelle intensité dans le dialogue politique international et en développant des activités opérationnelles, hors des pays de concentration, qui nourrissent cette démarche de type politique. La création de ce programme global M&D apparaît ainsi comme un signal fort de la DDC de concevoir autrement l'enjeu migratoire et de l'intégrer dans sa politique de développement. C'est aussi un signal politique fort du Conseil fédéral et plus largement de l'administration suisse quant à la prise en compte de façon plus systématique des liens entre M&D dans sa politique migratoire. La

mise en place du PGM confirme donc de façon nouvelle l'importance attribuée à la question de la migration en tant que mobilité humaine, considérée comme un « bien public » dans l'agenda du développement. L'influence des phénomènes de mobilité humaine sur la dynamique de développement des sociétés et à fortiori sur l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement est mise en exergue. Symétriquement, l'impact des dynamiques et politiques de développement sur le phénomène migratoire est aussi mieux affirmé et reconnu.

Dans cette nouvelle tendance générale à mettre davantage en valeur l'articulation entre migrations et développement, le savoir-faire des diasporas, des migrants et de leurs associations en matière de présentation des projets à des bailleurs de fonds, apparaît de plus en plus comme autant de choix politiques novateurs. La mise en place en Suisse des plateformes de concertation avec les organisations de la société civile, mais aussi avec les spécialistes de la recherche avec pour objectif le repérage des expertises, s'apparentent ainsi à des démarches qui divorcent avec des approches top down qui ont jusqu'ici marqué le traitement des questions migration et développement.

Toutefois, dans le contexte suisse où plusieurs acteurs et départements interviennent dans le domaine de la migration, on peut se demander quelles peuvent être les marges des agences de coopération au développement, et s'interroger sur les obstacles d'une vision migration et développement moins autocentrée et plus ouverte au souffle international.

POUR CONCLURE

L'association entre migrations et développement est une perspective qui permet de repenser aussi bien les questions liées à la mobilité transnationale que celles liées au développement. Les initiatives prises par les migrants montrent bien qu'il y a des perspectives pour une coopération renouvelée et renforcée entre les pays du « Nord » et du « Sud ». Des espaces s'ouvrent permettant d'accompagner les migrants dans leurs projets, de renforcer les liens existant entre les territoires concernés par les migrations et de soutenir l'aide publique au développement. Les diverses thématiques et échanges formels et informels sur la migration notés durant ce forum, laissent apparaître une posture militante qui invite à cesser de penser le développement comme un outil exclusivement associé à la voie étroite de la maîtrise des flux migratoires.

De ce point de vue, et dès lors que le (co-)développement ne doit pas être instrumentalisé à des fins sécuritaires, il apparaît indispensable de travailler davantage à l'idée d'une gouvernance mondiale sur les migrations. C'est tout l'intérêt et la symbolique de la Charte mondiale des migrants adopté par le forum à Gorée, un lieu qui a enregistré la première migration forcée des populations africaines vers le Nord.

Le suivi du Forum social de Dakar doit donc s'inscrire dans cette nécessité de promouvoir une gouvernance mondiale de la migration et repenser la présence de l'autre dans l'ailleurs. Ce suivi de Dakar se doit, me semble-t-il, dans le court terme, construire le lien avec les échéances futures dont le plus imminent reste le Forum mondial sur la migration prévu en courant 2011 en Suisse. Pour ce faire, les associations regroupées au sein du collectif Dakar étendu doivent s'approprier les questions ci-après et développer la réflexion

dans le cadre des ateliers, consultations et échanges inscrits à une feuille de route en partenariat avec les principaux acteurs institutionnels suisses en charge des questions de migration, coopération et intégration.

Quelle articulation entre actions des diasporas et des migrants en faveur du développement dans leurs régions d'origine et la reconnaissance de leurs compétences dans les sociétés où ils résident ? Comment notamment permettre leur mobilité géographique tout en leur garantissant un droit au séjour en Suisse ?

Par rapport aux initiatives des migrants en faveur du développement de leur pays d'origine. Comment valoriser les compétences des migrants de la diaspora dans les stratégies politiques de développement et /ou de co-développement ?

Quant aux droits humains et à l'émergence d'une génération de leaders populistes en Europe. Comment promouvoir le vivre ensemble ?

Ibrahima Guissé est chargé de recherche à la HES-SO / HETS, représentant permanent de la RADDHO auprès des Nations Unies à Genève et Co-Chair of the Committee for Development, CONGO (Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Relationship with the United Nations). E-mail : ibrahima.guisse@hesge.ch.

DIVERS / DIVERSES

Communiqué du Conseil de la Diaspora africaine de Suisse

Nous avons l'honneur de vous informer de l'établissement du Conseil de la diaspora africaine de Suisse (CDAS) fondé à Berne le 6 novembre 2010. CDAS se veut l'organisation faitière des associations, organisations, commerces et maisons de religion africains en Suisse.

L'objectif est d'établir un réseau de communication entre les Africains et amis d'Afrique en Suisse. Notre premier projet actuel est la cartographie des associations, organisations, commerces, centres de rencontres et maisons religieuses africaines en Suisse. Une brochure sera établie dans le rapport final de cet exercice qui sera publié sur notre site.

Notre mission est de promouvoir l'unité et soutenir des échanges sociaux, politiques, culturels et économiques entre les peuples d'origines africaines et fortifier les relations entre l'Afrique et la Suisse.

Notre vision est une communauté africaine solide, dynamique et active dans la promotion de l'intégration et du développement de l'Afrique.

Par la même occasion, nous vous informons de la tenue de notre « 1er Congrès des diasporas africaines de Suisse », samedi, le 22 octobre 2011 à Berne. Cela est un projet du CDAS en collaboration avec l'Office fédéral des migrations (ODM). Nous vous prions d'ores et déjà, de bien vouloir réserver cette date. Les détails du congrès vont suivre.

Release of the African Diaspora Council of Switzerland

We have the honour to inform you officially of the establishment of the African Diaspora Council Switzerland (ADCS), founded on 6 November 2010 in Bern. ADCS is designed as a federation of African associations, organizations, businesses and religious houses in Switzerland.

It aims at establishing a network and a communication link among Africans and friends of Africa living in Switzerland. Our first project consists in mapping all African associations, organizations, meeting centres, businesses and religious houses in Switzerland. A brochure will be established in the final report of this exercise.

Our mission is to promote unity and encourage social, political, cultural and economic exchanges among people of African descent and solidify cooperation between Switzerland and Africa.

Our vision is a strong and dynamic African community in Switzerland which is engaged in promoting the integration and development of Africa.

We wish to utilize this opportunity to announce the "1st African Diasporas Congress Switzerland" in Bern on Saturday, 6 October 2011. This is a joint project of ADCS and the Swiss Federal Office of Migrations (FOM) in Bern. We kindly request you to reserve this date.

On our website www.africancouncil.ch you can learn more about us and our current projects. Flyers, magazines or summaries of meetings can also be requested by email to contact@africancouncil.ch.

Sur notre site web à www.africancouncil.ch vous pouvez en apprendre un plus sur les projets en cours. Les flyers, magazines ou résumés des séances de travail peuvent être commandés par courriel à l'adresse contact@africancouncil.ch.

Info:

Afrika Diaspora Rat Schweiz, ADRS
Conseil de la Diaspora Africaine de Suisse, CDAS
African Diaspora Council of Switzerland, ADCS

Céleste D. Ugochukwu, Coordinateur
Adu Adjei, Trésorier
Joël M. Hakizimana, Secrétaire

Adresse: C.P. 551, CH 3000 Bern 7, Switzerland
Tel.: +41 79 476 74 83 / +41 79 579 04 31 / Fax: +41 31 839 60 41
Site internet: www.africancouncil.ch
Courriel: contact@africancouncil.ch

African Diaspora Youth Network

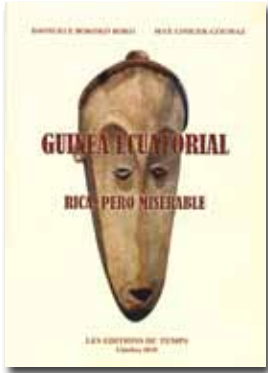
ADYNE - the African Diaspora Youth Network of Europe - was formed in 2009. Its aim is to enhance youth engagement on issues concerning mutual understanding, active participation, and sustainable cooperation between Europe and Africa. The African Diaspora Council Switzerland in March 2011 organised a three-day training course to promote the formation of a Swiss chapter of the network. www.adyne.info

Info:

African Diaspora Youth Network of Europe, ADYNE
Joël Hakizimana, coordinator
Mélanie Aardalsbakke, deputy
Website: www.adyne.info

PUBLICATIONS / PUBLIKATIONEN

Guinea Ecuatorial: Rica pero miserable



Ce livre rappelle la persistance de la dictature dans le seul pays hispanophone d'Afrique sub-saharienne. Il fait état du mutisme du monde nanti qui se contente de consommer le pétrole, le gaz naturel et le bois en tolérant les violations des droits de l'homme et en négligeant le pillage des revenus du pays par le clan que domine Teodoro Obiang Nguema.

Djongele Bokokó Boko, co-auteur avec notre membre Max Liniger-Goumaz sur son blog Ribuku (ribuku.blogspot.com) donne l'aperçu suivant en langue espagnole:

El objetivo de este libro es la denuncia crítica de la corrupción generada por la mala gestión política y económica del gobierno de Guinea Ecuatorial, corrupción basada en los despilfarros, desvíos de dineros a cuentas bancarias extranjeras, gastos suntuosos de miembros del gobierno y, sobre todo, del hijo del presidente Obiang, conocido por Teodorín.

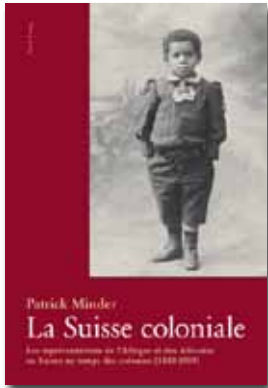
Frente a este panorama de derroche de ingente dinero que emana de los ingresos del petróleo, está el pueblo que según estadísticas del BM, FMI, y otros organismo de la ONU, subsiste con menos de 2 dólares al día. Si todo esto no es ya un alarmante clamor ante la desesperación del pueblo ecuatoguineanos, el presidente Obiang donaba 3 millones de dólares a la

UNESCO para crear un premio que lleva su nombre, mientras el país carece de luz, agua potable, escuelas, hospitales, etc; con los precios de los artículos de primera necesidad en las tiendas que dobla o triplican el salario mínimo mensual. El profesor Max Liniger-Goumaz lleva décadas dedicado en denunciar, a través de libros y artículos de prensa, no sólo los abusos y violaciones de los derechos humanos en Guinea Ecuatorial, sino también la situación de miseria que padece el pueblo desde los tiempos del tiránico Francisco Macías hasta hoy con Obiang.

Con el petróleo que sale de Guinea Ecuatorial, tercer país productor de África subsahariana, la renta de cada ecuatoguineano se equipara con la de España y de Italia; sin embargo, la gente vive con los parámetros de los países más pobres.

MAX LINIGER-GOUMAZ, DJONGELE BOKOKÓ BOKO: GUINEA ECUATORIAL: RICA PERO MISERABLE. GENÈVE 2010: LES ÉDITIONS DU TEMPS.

La Suisse coloniale



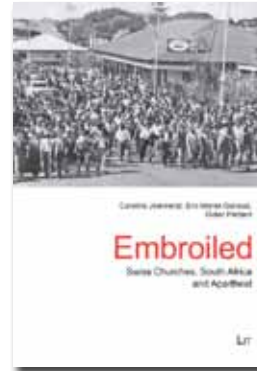
L'analyse de la nature et de la diffusion du discours colonial éclaire l'état d'esprit qui régnait en Suisse au sujet des Africains. De multiples sources sont sollicitées dans cette étude pour illustrer la force de l'imprégnation d'une mentalité coloniale au cœur d'un pays a priori peu concerné par l'impérialisme, faute de posséder des colonies. Or, affirmer que « la Suisse est coloniale » ne se mesure pas seulement à l'aide des mouvements migratoires, de l'analyse des flux économiques et de la recherche des traces laissées par de nombreux Suisses dans les pays colonisés. Cet ouvrage prend le contre-pied de l'histoire

économique et politique traditionnelle en inscrivant le concept de colonialité de la Suisse dans le champ de l'histoire culturelle.

Patrick Minder, docteur en sciences humaines et sociales (histoire) est professeur au Collège St-Michel de Fribourg en Suisse et maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Fribourg. Ses recherches en histoire culturelle sont consacrées à la perception des différences socioculturelles en Suisse.

PATRICK MINDER: LA SUISSE COLONIALE. LES REPRÉSENTATIONS DE L'AFRIQUE ET DES AFRICAINS EN SUISSE AU TEMPS DES COLONIES (1880-1939). BERN 2011: PETER LANG.

Embroiled: Swiss Churches, South Africa and Apartheid



Apartheid posed profound challenges to the conceptions of humanity and development that dominated the world stage after World War II. Embroiled analyses the manner in which international religious organisations dealt with the formulation and implementation of apartheid. It studies this question through an examination of the Swiss Mission in South Africa (SMSA), an institution that acted in South Africa, Switzerland and the international ecumenical community. As a socially embedded institution, the SMSA mirrored divisions present within Swiss and South African societies on the issue of apartheid.

“Embroiled brings out the complex, even turbulent, nature of a missionary society: at once political intermediary, spiritual guide and non-government organisation. Caught between different communities and discrete continents, missionaries discussed and debated their role in South Africa and attempted, however fitfully, to respond to the changes that swept through the country, particularly as opposing nationalisms fought to seize hold of it.” (Patrick Harries, University of Basel).

CAROLINE JEANNERAT, ERIC MORIER-GENOUD, DIDIER PÉCLARD: EMBROILED. SWISS CHURCHES, SOUTH AFRICA AND APARTHEID. SCHWEIZERISCHE AFRIKASTUDIEN - ETUDES AFRICAINES SUISSES VOL. 9. MÜNSTER 2011: LIT.

Les jeunes, la terre et les changements sociaux en pays baoulé (Côte d'Ivoire)



A partir de l'étude du pays baoulé, une région stratégique tant du point de vue économique que politique, Alfred Babo explique comment des changements démographiques et économiques ont entraîné une recomposition sociale selon trois directions principales : une transformation des relations intergénérationnelles (au profit des jeunes), une modification des liens entre les lignage (au profit de ceux bien dotés en terres) et une réorganisation des rapports entre autochtones et allogènes (au profit des premiers).

Cet ouvrage complète et prolonge ainsi la tradition, déjà riche d'études empiriques de qualité, sur les dimensions politiques et économiques du changement social dans les zones forestières d'Afrique de l'Ouest.

ALFRED BABO: LES JEUNES, LA TERRE ET LES CHANGEMENTS SOCIAUX EN PAYS BAOUË (CÔTE D'IVOIRE). PARIS 2010: KARTHALA.

EXPOSITIONS / AUSSTELLUNGEN

FOCUS11 - CONTEMPORARY ART AFRICA

■ BASEL, 15-19 JUNE 2011

After 2009 and 2010 FOCUS launches its third edition in June 2011. FOCUS11 is designed to present and connect the vibrant African art scene to the world. Conceived as a complement to Art Basel (June 15-19, 2011), FOCUS11 showcases a huge variety of artists and galleries.



In a relaxed and intimate atmosphere visitors of FOCUS11 will experience a huge variety of artistic production from the diverse scenes all over the African continent and from the African Diaspora.

Among the featured artists and galleries are Nirveda Alleck, Steve Bandoma, Jan-Henri Booyens, Ntando Cele, Mohamed Ghazala, Ato Malinda, Nathalie Mba Bikoro, Vitshois Mbilambwe Bondo, Mohau Modisakeng, Rowan Pybus, Youssef Tabti, Fabrice Temagna Wamba, Graeme Williams, doual'art, Galerie Peter Hermann, IF Galerie and Strip of Gaza.

SYMPOSIUM@FOCUS11 (11.-12.06.2011)

Shortly before the opening of the exhibition Symposium@FOCUS11 presents two days of interdisciplinary discussions and interactions. The symposium examines the critical role of live performance as an independent branch of performing arts. What roles do live performances play in today's galleries, public and art spaces?

KEYNOTES AND PRESENTATIONS:

- *Curating performance art in South Africa*
Claudia Marion Stemberger (AUT)
- *Ambivalently speaking: The necessary role of performance and live art*
Adelaide Bannerman (UK)
- *In between worlds*
Ntando Cele (SA)
- *Performing Nowhere - A proposition for non-performance*
Donna Kukama (SA)
- *N.N.*
Atoken Abe aka Ato Malinda (KEN)
- *Transformation of Narratives; Fear Nano-Politics*
Nathalie Mba Bikoro (GAB)

Info:

FOCUS11
mueller/schoen
buero für kulturvermittlung
klingental 15
CH-4058 Basel
www.focus11.ch

Venue:

Rheingasse 33
CH-4058 Basel

CONCERTS / KONZERTE

Jazz und Goema aus Südafrika

Hochkarätige Musiker aus Südafrika sind diesen Sommer in Basel, Boswil und St. Gallen in verschiedenen Formationen zu hören. Während beim Pianisten Paul Hanmer und dem Trompeter Feya Faku aus Johannesburg die Musiktraditionen des Ostkaps anklingen, stehen beim Gitarristen Mac McKenzie die Klänge Kapstadts und dessen Karnevals im Vordergrund. Rechtzeitig zu den Konzerten wird die neue CD von Paul Hanmer in der Reihe Klangfarben Boswil verfügbar sein.

KONZERTDATEN

30.06.2011	Paul Hanmer, Feya Faku und weitere (Alte Kirche, Boswil)
01.07.2011	Paul Hanmer and Feya Faku Duo (Kultur im Bahnhof, St. Gallen)
02.07.2011	Mac McKenzie and his Goema Ensemble (Alte Kirche, Boswil)
03.07.2011	Mac McKenzie and his Goema Ensemble (Musikerhaus, Basel, mit Film «The Silver Fez»)
06.-08.07.2011	Paul Hanmer Quartet (the bird's eye jazz club, Basel)
09.07.2011	Mac McKenzie Goema Ensemble (the bird's eye jazz club, Basel)

Info:

www.africanmusic.unibas.ch
veit.artt@unibas.ch



Paul Hanmer (Bild: Katrin Kusmierz, 2009).



Mac McKenzie (Bild: Katrin Kusmierz, 2004).